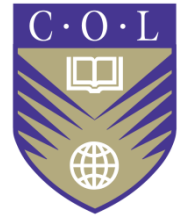


La Contribution des Technologies de l'Information et de la Communication au Développement du Tiers Monde



Ecole Polytechnique de Montréal

Conférence Augustin-Frigon

Le 27 mars 2008

Sir John Daniel

Président-directeur général

Commonwealth of Learning

Introduction

C'est un grand honneur d'être avec vous aujourd'hui pour faire une conférence Augustin-Frigon. La liste de conférenciers qui m'ont précédé est extrêmement impressionnante et je suis très flatté de me trouver dans leur compagnie.

De plus, j'éprouve un grand plaisir personnel à revenir à Poly, car comme on vient de vous dire, j'ai commencé ma carrière universitaire ici en 1969. C'est chez vous que j'ai appris le métier de professeur et je sais gré à Poly pour avoir facilité la réorientation de ma carrière qui m'emmène devant vous aujourd'hui.

Je suis arrivé à Poly en 1969 à la fin d'une longue trajectoire de formation qui comprenait quatre ans d'études de premier cycle en métallurgie à l'Université d'Oxford suivi de quatre ans d'études doctorales en métallurgie nucléaire à l'École des Mines de Paris et l'Université de Paris. D'ailleurs, je suis fier d'avoir vécu les événements de 1968 à Paris et de pouvoir m'appeler un soixante-huitard.

Dès mon arrivée à Poly j'ai compris que cette trajectoire universitaire m'avait lancé dans une carrière de professeur de métallurgie. Donc j'ai supposé que je devais apprendre quelque chose sur les sciences de l'éducation. Je me suis aperçu par la suite que c'était une supposition peu commune pour un jeune professeur de génie, mais avant de faire cette constatation je m'étais déjà inscrit dans un programme de

maîtrise en technologie éducative à Sir George Williams University. C'était un programme de deux ans à temps complet, mais je l'étudiais à temps partiel.

Le soir, après ma journée de travail à Poly, je descendais la Côte des Neiges pour assister à mes cours. C'était mon premier contact avec les sciences sociales, et je le trouvais très stimulant. Toutefois, ce qui a changé ma vie, c'était l'internât exigé par le programme. Il fallait passer trois mois dans une organisation qui se servait de la technologie éducative.

Or, nous sommes en 1971, et tout à coup les journaux commencent à parler d'une innovation remarquable en Grande Bretagne, l'Open University. De toute évidence cette nouvelle institution, qui avait débuté avec une cohorte de 25,000 étudiants, se servait de toute une gamme de technologies pour révolutionner la formation universitaire.

Poly m'a permis de passer les vacances d'été de 1972 faire mon internat et je me suis rendu à l'Open University à Milton Keynes. Tout m'a impressionné : tout d'abord la taille des opérations, de 25,000 étudiants l'année précédente, on était déjà monté à 40,000. Ensuite l'idéalisme qui y régnait - la volonté d'offrir une formation de qualité à des milliers de gens qui n'avaient pas pu aller à l'université plus tôt, mais aussi de créer une révolution en enseignement universitaire en y intégrant les technologies de communication et en travaillant en équipe pour élaborer les cours. Enfin, partout dans l'Université il y avait le souci de bien servir les étudiants - de leur permettre non seulement d'entrer par la porte ouverte, mais aussi de compléter leurs études avec succès.

J'ai tâché de faire bénéficier Poly de mes études en travaillant avec mon collègue le Professeur Jean-Paul Bailon, qui est toujours parmi vous, pour moderniser le cours de base en science de matériaux, un processus que le Professeur Bailon a continué de façon brillante après mon départ pour la Télé-université en 1973.

Pendant mes premières années à la Télé-université j'ai continué à participer à la recherche à Poly comme directeur de thèses, mais bientôt ma carrière s'est réorientée du génie métallurgique vers le génie éducationnel.

Par la suite, comme l'on vous a expliqué, j'ai occupé des postes de cadre dans les deux universités qui m'ont poussé vers la technologie éducative : d'abord vice-recteur à Concordia et ensuite recteur de l'Open University en Grande Bretagne. Par la suite, en 2001 je me trouvais à l'UNESCO à Paris comme sous directeur-général pour l'éducation.

Donc, après trente ans de carrière universitaire je me trouvais dans une organisation internationale intergouvernementale face aux grands défis du développement internationale exprimés en termes des objectifs du millénaire pour le développement.

Aujourd'hui je voudrais réfléchir avec vous sur la contribution des technologies de l'information et de la communication, les TICs, au développement du tiers monde. Bien entendu, il y aurait beaucoup à dire sur le rôle des TICs dans le développement de nos pays industrialisés en général et leur contribution à la

transformation de l'enseignement universitaire en particulier. C'est le sujet de mon livre *Mega-universities and Knowledge Media : Technology Strategies for Higher Education*.

Mais aujourd'hui je parlerai plutôt du tiers monde car dans ces pays 'en voie de développement' (comme nous disons si facilement même si ce n'est pas toujours vrai) le rôle de la technologie est encore plus important que dans nos pays occidentaux. J'imagine, d'ailleurs que cette notion passe très bien à Poly, car cette institution a joué un rôle clé dans la création des grandes firmes ingénieurs-conseils canadiens qui réalisent des projets d'envergure à travers le monde, y compris la nouvelle ligne de métro qui est en construction devant ma demeure à Vancouver !

Ma première question concernera la signification du mot *développement*. Que veut-on dire par ce terme? Comment peut-on l'exprimer en termes d'objectifs que l'on pourrait poursuivre de façon systématique?

L'atteinte de ces objectifs de développement - tous ces objectifs et non seulement ceux que se rattachent directement à l'éducation - dépend surtout de notre capacité de fournir aux gens la possibilité d'apprendre.

En anglais on dirait *learning for development*, qui est d'ailleurs le titre du plan triennal du Commonwealth of Learning . Or, même si les puristes du français n'aiment pas que l'on traduise *learning* par apprentissage, j'utiliserai ce mot par souci de clarté.

Si le développement dépend de l'apprentissage le défi est alors énorme puisque les apprenants se chiffrent en milliards. Les méthodes traditionnelles d'enseignement en personne ne sont pas à la hauteur de la tâche étant donné le nombre de gens à atteindre, la variété de leurs besoins, et leur distribution sur le territoire.

Dans d'autres domaines de la vie, lorsque les méthodes traditionnelles ne répondent pas aux besoins contemporains, nous faisons appel à la technologie. Que ce soit pour les transports, la production alimentaire, la communication, ou les biens de consommation, la technologie a créé des révolutions qui ont permis un accès massif à des biens et services de bonne qualité à des coûts relativement bas. Le téléphone portable constitue un bon symbole de cette révolution technologique et nous en trouvons bien d'autre dans nos maisons et bureaux.

Est-il possible de créer une révolution semblable dans l'application de la technologie à l'apprentissage afin de répondre aux défis du développement ? Je tâcherai de vous convaincre d'une réponse affirmative à cette question.

C'est quoi le développement?

Revenons d'abord à la notion de développement. Pour comprendre la contribution de l'apprentissage au développement il faut se mettre d'accord sur la signification du terme.

Amartya Sen, Prix Nobel en économie, l'a bien saisie dans le titre de son livre *Development as Freedom*, ou 'développement égale liberté'. Pour Sen le développement veut dire l'expansion et l'extension des libertés dont les gens peuvent jouir. Le développement et les droits humains sont les deux cotés de la

même pièce. Selon Sen l'expansion de la liberté est à la fois l'objectif primaire du développement et le moyen principal pour effectuer le développement.

Tout d'abord, nous mesurons le progrès du développement par l'avancement des libertés des personnes. Mais ensuite, la liberté est aussi le moteur du développement car c'est par les actions libres des gens que l'on atteint le développement. Les gens libres consacrent plus d'énergie au développement de leurs familles, de leurs communautés et de leurs pays que ceux qui ne sont pas libres.

De quels types de liberté parle-t-on ?

Il y a d'abord la possibilité de vivre sans avoir faim. La faim est une conséquence directe de la pauvreté. En faisant sortir les gens de la pauvreté on les protège contre la faim tout en leur donnant d'autres libertés, comme une plus grande liberté de décision. Une autre facette de la liberté est de vivre sans maladies chroniques. Les gens ne peuvent réaliser leur potentiel s'ils sont fréquemment malades.

Troisièmement il y a la liberté de vivre sans être constamment entouré de saletés, de fumée de pollution et de bactéries nocives. Bien évidemment, il y a un paradoxe. Dans les pays riches les gens consomment une forte proportion des ressources de la planète mais habitent dans des environnements propres avec de l'eau fraîche dans les robinets, une atmosphère relativement saine, et des services efficaces pour ramasser les ordures. Or, dans les pays en voie de développement les gens consomment moins mais habitent à côté de tas d'ordures, respirent de l'air malsain et composent avec de l'eau sale.

Dans la catégorie des libertés plus évoluées il y a la liberté d'être traité sur un pied d'égalité avec les autres membres de la société, surtout l'égalité entre les femmes et les hommes. Il y a la liberté de recevoir une éducation, la liberté de choisir son gouvernement, et les libertés de s'exprimer et de pratiquer sa religion.

Il y a d'autres libertés mais cette liste commence à définir le développement. Plus les gens jouissent de ces libertés plus ils sont développés - et plus ils vont contribuer à développer davantage leurs familles, leurs communautés et leurs nations.

Le défi est d'exprimer ces libertés en termes d'objectifs concrets pour guider notre action. Au Commonwealth of Learning nous faisons cela en réunissant trois groupes d'objectifs.

Tout d'abord il y a les objectifs du millénaire pour le développement, qui fournissent des indicateurs de progrès pour les libertés relatives à la faim, la pauvreté, les maladies, la pollution, l'égalité et l'éducation. Dans le cas de l'éducation ces ambitions sont articulées davantage dans les six objectifs de l'éducation pour tous du Forum tenu à Dakar en 2000. Enfin, certaines autres libertés figurent dans les valeurs principales épousées par le Commonwealth : la liberté de vivre en paix ; la liberté de la démocratie ; l'égalité devant la loi ; et les libertés associées avec la bonne gouvernance.

L'apprentissage et le développement

Donc, le développement veut dire une plus grande liberté et une liberté accrue privilégie le développement. Mais quel est le rôle de l'éducation, ou de l'apprentissage? Pour Amartya Sen l'éducation

est le chemin royal vers la liberté : le chemin royal vers cette liberté fondamentale de l'esprit humain qui soutient les libertés plus pratiques.'

Il est normal que l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement en éducation et des objectifs de l'éducation pour tous de Dakar passe par une augmentation massive de la possibilité d'apprendre - pas seulement chez les enfants mais également chez les enseignants et tous ceux qui travaillent à l'expansion des systèmes scolaires.

Mais l'on constate que l'atteinte des autres objectifs du millénaire pour le développement dépend aussi de l'expansion de l'apprentissage. Prenons le premier objectif du millénaire pour le développement, soit la réduction de la faim et de la pauvreté. Pour combattre la faim il faut aider des millions de fermiers et de fermières - celles-ci étant souvent la majorité dans les pays en développement - à devenir plus productifs.

De façon plus générale, il faut permettre aux populations rurales d'avoir une maîtrise accrue sur leurs vies : autrement dit d'apprendre de nouvelles façons de faire les choses. Le COL a développé un programme d'apprentissage continu pour les fermières, qui a permis d'améliorer la prospérité de villages en Inde, et que nous adaptons actuellement pour d'autres pays comme la Jamaïque et le Kenya.

Le même raisonnement s'applique aux objectifs du millénaire pour le développement dans le domaine de la santé. Bien entendu, l'on atteindra ces objectifs plus facilement en augmentant le nombre d'infirmières et de médecins. Mais les gens ordinaires eux-mêmes peuvent beaucoup faire pour éviter les maladies et assurer la santé de leurs familles. Le défi est de faciliter l'apprentissage en fournissant des informations accessibles. C'est l'objectif du programme du COL d'autonomisation par les médias, ou de renforcement des médias.

Le lien entre le développement et l'apprentissage pose un problème car il y a des centaines de millions de gens qui vivent de la terre dans les pays pauvres. Les systèmes actuels de formation continue agricoles, fondés sur le transfert de connaissances en personne, ne peuvent opérer à l'échelle requise. Lorsqu'il s'agit de diffuser l'information relative à la santé les gens se comptent en milliards. Comment les atteindre ?

La technologie et l'apprentissage

Il faut atteler la technologie à la tâche, comme nous le faisons dans d'autres domaines de la vie. L'exemple des téléphones cellulaires est percutant. Aujourd'hui, grâce à ces petites machines, les gens ordinaires peuvent communiquer à un prix raisonnable, ce qui commence à transformer la vie dans les pays en voie de développement, tant dans les régions rurales que dans les villes. C'est une vraie révolution.

Le même principe s'applique à l'apprentissage et la mission du Commonwealth of Learning est d'aider les pays et les institutions à participer à la révolution des technologies d'apprentissage. Il y a vingt ans, lorsque les chefs de gouvernement du Commonwealth se sont réunis au Canada, ils ont perçu le potentiel des TICs pour l'apprentissage et ils ont créé le Commonwealth of Learning afin d'aider les pays membres à en profiter.

Aujourd'hui l'on peut évaluer leur décision. D'abord, avaient-ils raison de croire aux TICs et ensuite, est-ce que les réalisations du COL ont justifié leur action ?

En élaborant son plan triennal pour 2006-09 le COL a fait une étude rétrospective sur les 20 dernières années dans quatre domaines. On a constaté que les technologies, et notamment celles de la formation à distance, ont eu un impact considérable en enseignement supérieur, en formation des maîtres, en créant des options nouvelles pour l'enseignement secondaire, et en combattant la pauvreté.

Enseignement supérieur

Pour ce qui est de l'enseignement supérieur la multiplication des universités ouvertes dans le Commonwealth fournit un bon exemple. En 1988 il y en avait dix. Aujourd'hui il y en a au moins 25 et leurs inscriptions se chiffrent à 4 millions au bas mot. D'ailleurs les universités ouvertes ne sont qu'une facette du phénomène. On assiste à une augmentation massive du nombre d'universités traditionnelles qui enseignent à la fois en salles de cours et à distance.

Les scénarios dans les trois autres domaines sont comparables.

Formation des maîtres

Lorsque j'ai réorienté ma carrière vers la technologie éducative en 1973 en acceptant un poste à la Télé-université du Québec, ma première tâche était l'évaluation de deux programmes de formation des maîtres : Perfectionnement des Maîtres en Mathématiques et Perfectionnement des Maîtres en Français. J'ose croire que nous avons jeté des bases solides pour le recyclage des enseignants québécois, car aujourd'hui les excellents résultats du Québec dans le sondage PISA de l'OCDE indiquent que l'enseignement de ces deux matières est bien fait.

La formation des maîtres à distance est devenue une grande entreprise au niveau mondiale. Les chiffres sont impressionnants: des centaines de milliers d'enseignants en formation à distance en Afrique et au delà d'un million en Inde. COL soutien cette tendance par ses activités dans des pays aussi disparates que la Gambie, l'Inde, le Lesotho, le Nigéria, le Sri Lanka et la Zambie.

En Zambie, par exemple, le COL a aidé le gouvernement à élaborer une stratégie pour l'utilisation de la formation à distance et les TICs pour la formation initiale et la formation continue des enseignants. En plus le COL a contribué à la formation continue des gestionnaires de la formation des maîtres de tous les pays du Commonwealth par des ateliers annuels à Singapour.

En 2007 le COL a lancé une série de guides pour l'assurance de la qualité en formation des maîtres. C'est le produit d'une équipe de spécialistes recrutés à travers le Commonwealth travaillant sous la direction du COL et du National Assessment and Accreditation Council de l'Inde, le NAAC.

L'Ecole ouverte

A la suite des grands efforts déployés par la communauté internationale pour réaliser l'éducation primaire universelle, le nombre de jeunes sortant du cycle primaire est en croissance rapide. Cependant, très peu d'entre eux auront la chance d'aller au secondaire. Il n'y a ni les écoles, ni les enseignants nécessaires. Les ministères de l'éducation sont donc à la recherche d'autres options.

L'école ouverte représente une option intéressante. C'est un système qui fait appel à un matériel pédagogique de qualité intégré à des réseaux de centres d'études avec des animateurs compétents formés spécialement pour encadrer les enfants - et souvent de jeunes adultes. Le succès des écoles ouvertes en Inde et en Afrique démontrent qu'elles constituent une alternative viable à l'enseignement en salle de classe.

Le COL vient de compléter une étude comparative des écoles ouvertes de l'Inde et de la Namibie, qui démontre que les coûts per capita sont de beaucoup inférieurs aux coûts de l'approche traditionnelle pour un résultat équivalent. Le coût unitaire de l'école ouverte est dix fois moins cher que l'école traditionnelle en Inde, et cinq fois moins cher en Namibie. L'école ouverte se prête particulièrement bien pour les filles, les femmes, les enfants en situation de travail et d'autres groupes qui ne peuvent accéder facilement à l'école traditionnelle.

En Inde il y a quelque deux millions d'élèves dans 11 écoles ouvertes. Le National Institute of Open Schooling de l'Inde est depuis des années un partenaire du COL, qui l'aide avec l'amélioration de son système de support pour les élèves, avec la création d'écoles ouvertes au niveau des états indiens, et en faisant un transfert de know-how entre l'Inde et l'Afrique.

Education non-formelle

Enfin, les impératives de développement de l'amélioration de la santé et de la réduction de la pauvreté nécessitent l'apprentissage à grande échelle. Bien que le contenu de l'apprentissage dépende des caractéristiques locales, l'on peut réaliser des économies d'échelle en se servant des mêmes modèles pour l'utilisation des TICs et le soutien aux apprenants.

L'amélioration du gagne-pain dans les régions rurales est la clé de la réduction de la pauvreté au niveau global. Ces gagne-pains dépendent largement de l'agriculture et les méthodes de formation continue traditionnelles dépendent généralement de la communication en personne. Toutefois, depuis la révolution verte des années 1960 on commence à faire appel aux TICs à cette fin.

La radio demeure le médium de choix pour communiquer avec les populations rurales. C'est particulièrement vrai en Afrique où il y avait déjà 65 millions de radio aux années 1990. Plus récemment le vidéo prend de l'importance, et COL fournit de l'équipement vidéo aux agents des ministères de l'agriculture - avec une formation intensive - afin qu'ils puissent montrer aux paysans et aux paysannes de meilleures techniques pour répondre aux changements rapides dans le commerce agricole international.

De nouveaux outils sont maintenant disponibles. Les kiosques informatiques se multiplient dans les villages de l'Inde, même si l'évaluation du phénomène indique qu'elles ont souvent été introduites sans

une consultation adéquate des gens du village. C'est pour pallier à cette lacune de consultation que le COL a lancé son initiative de formation continue des fermiers et des fermières.

Le plan triennal du COL : 2006-09

Fort de cette étude rétrospective le COL a élaboré son plan triennal actuel.

Son cadre de référence pour le développement intègre les objectifs du millénaire, les objectifs de l'éducation pour tous et les valeurs du Commonwealth. A l'intérieur de ce cadre le COL distingue trois secteurs d'activité : l'éducation ; l'appropriation du savoir; et l'environnement humain. Ses activités visent l'un ou plusieurs de quatre résultats.

Tout d'abord, le COL a constaté, au fil des années, que les chances de succès dans l'utilisation de la technologie sont de beaucoup augmentées si l'on élabore d'abord un cadre de politiques nationales ou institutionnels.

Ensuite, une large part du travail du COL consiste en l'augmentation de capacité des gens pour faire fonctionner des systèmes d'apprentissage à base technologique.

Troisièmement, le COL essaie toujours d'analyser son travail en termes de modèles. Un modèle permet de comprendre pourquoi une approche nouvelle marche bien et d'identifier les ingrédients de son succès. C'est essentiel d'avoir un modèle si l'on veut transférer un programme d'un pays à un autre.

Enfin, bien que le COL n'élabore pas du matériel pédagogique, il aide les institutions à le créer pour encourager ensuite son utilisation à travers le Commonwealth.

Dans le plan du COL tous ces éléments sont placés dans un cadre de gestion axée sur les résultats avec des indicateurs de performance. La structure du programme est simple : il y a cinq initiatives dans chacun des trois secteurs déjà identifiés.

Éducation

En éducation le COL aide ses partenaires avec : l'assurance de qualité ; la formation des maîtres ; l'école ouverte ; l'enseignement supérieur ; et l'apprentissage électronique (eLearning). Ce sont les domaines prioritaires identifiés par les gouvernements lors de ses consultations.

Nous avons déjà fait référence à la formation des maîtres et aux écoles ouvertes. Mais dans les deux autres secteurs la contribution de l'apprentissage au développement peut paraître moins évidente.

L'appropriation du savoir

Dans le secteur de l'appropriation du savoir nous n'arrêtons que sur l'exemple du programme de formation continue des fermiers et des fermières. Le modèle, comme d'ailleurs la plupart des modèles du COL, est simple mais efficace. Il commence à la base en invitant les fermiers, et même le village tout entier, à articuler leur vision d'un avenir économique meilleur et les questions qu'elle soulève.

Ensuite le COL demande aux sources locales d'information, par exemple les universités d'agriculture ou de sciences vétérinaires, à travailler ensemble, en consortium, pour répondre à ces questions. Souvent l'on se sert des kiosques informatiques des villages comme canal de communication.

Enfin, le COL invite les banques et les firmes locales à s'impliquer sur la base de la promesse d'un village plus prospère. Dans un village particulier au Tamil Nadu, par exemple, les gens ont décidé que l'amélioration de leur production laitière était la meilleure façon d'augmenter leur prospérité.

La première question posée par les fermières était fort simple : comment distinguer entre une bonne et une mauvaise vache ? Le consortium d'universitaires a développé une liste de caractéristiques à vérifier et quelques femmes du village, qui avaient appris des éléments de programmation sur le web, ont créé des leçons visuelles à partir de ces réponses.

Cette première étape a généré d'autres besoins d'apprentissage, tels la pratique des processus pour contrôler la qualité du lait, car la banque avait persuadé une compagnie laitière dans une ville voisine de garantir des achats réguliers de lait dans le village, à condition que la qualité soit bonne. Ensuite la banque a commencé à faire des prêts aux fermières.

Deux ans plus tard les résultats sont encourageants. Quelques \$ 200,000 de prêts ont été faits avec un taux de remboursement supérieur à 100% car certains prêts sont remboursés avant l'échéance. Des centaines de prêts supplémentaires sont en préparation.

60% des bénéficiaires sont des femmes, qui sont visiblement plus prospères et nettement plus confiantes. Le modèle commence se transférer spontanément de village en village sans intervention du COL, et l'un des gouvernements d'état se prépare à l'adopter le modèle sur l'ensemble de son territoire.

L'environnement humain

Dans son secteur de l'environnement humain, le COL a un autre modèle qu'il appelle « Media Empowerment » que l'on peut traduire par renforcement des médias ou encore autonomisation par les médias. C'est la réponse du COL aux objectifs du millénaire de santé. Le modèle a été raffiné en Afrique et on l'adopte aujourd'hui en Asie, aux Caraïbes et aux îles de la Pacifique.

Il s'agit d'équiper une ONG - et l'Organisation mondiale de la santé nous aide à identifier des ONGs efficaces - avec une caméra vidéo et le matériel connexe, pour une valeur d'environ \$20,000. Ensuite le COL fournit un entraînement intensif à une équipe de l'ONG dans l'utilisation de l'équipement. L'équipe crée alors des vidéos sur les questions de santé : le VIH/SIDA, le paludisme, etc. Ces vidéos communiquent de façon très efficace, car ils sont tournés par les gens pour les gens.

Afin de diffuser les vidéos ils utilisent ce que COL appelle le cinéma de village. L'équipe se rend à un village la nuit, pend un drap entre deux arbres, et projette la vidéo avec un projecteur alimenté par un petit générateur porté par une camionnette.

Dans La Gambie l'ONG partenaire du COL estime que quelque 60% de la population entière du pays a vu l'un ou l'autre des ces vidéos et le gouvernement croit que ils ont arrêtés la croissance des infections du VIH et ont augmenté de façon notable le nombre de gens qui utilisent des moustiquaires imprégnés d'insecticide.

C'est un modèle qui est efficace et qui ne coûte pas cher. Le COL rafraîchit l'équipement vidéo de temps en temps mais c'est essentiellement un exemple de développement autonome sans bailleurs de fonds.

Virtual University for Small States of the Commonwealth

Un dernier exemple des initiatives du COL est l'Université virtuelle des petits états du Commonwealth (the Virtual University for Small States of the Commonwealth).

Rappelons d'abord que 32 des 53 pays du Commonwealth, soit les deux tiers, sont de petits états, pour la plupart avec des populations inférieures à trois millions. Ces pays, qui font face à de nombreux défis, représente donc une priorité importante pour le Commonwealth.

Les ministres de l'éducation du Commonwealth ont tenu l'une de leurs rencontres biennales en 2000, l'année de la frénésie du *dotcom*. A cette époque le discours des médias voulait que dorénavant toute l'éducation se fasse sur un écran d'ordinateur.

Or, les petits pays craignaient ne pas avoir la masse critique, ni en équipements, ni en personnes qualifiées, pour suivre cette révolution en éducation. Mais, dans l'espoir de créer la masse critique nécessaire en travaillant ensemble, ils ont lancé le concept d'une université virtuelle de petits états. En réalité ce n'est pas une nouvelle institution, mais plutôt un réseau de collaboration. Le but est de renforcer les programmes dans les universités et les collèges tertiaires de ces états ; non pas de créer un nouveau concurrent.

Les ministres ont demandé au COL de coordonner le projet, mais il demeure leur initiative. Le rôle du COL est de faciliter sa réalisation. Depuis deux ans les pays collaborent en ligne pour créer des ressources pédagogiques ouvertes dans des domaines prioritaires.

Il ne s'agit pas du cursus universitaire classique, mais plutôt des programmes courts axés sur l'emploi, par exemple le tourisme, la formation continue dans les secteurs de l'éducation et de la santé, les compétences de vie, la gestion des désastres, l'industrie de la pêche, et l'industrie de la construction.

Afin de lancer la collaboration en ligne pour élaborer du matériel pédagogique électronique pour chaque nouvelle matière, COL réunit des experts des pays participants pour une période de trois semaines. Le premier des ces ateliers, axé sur le tourisme et la gestion de petites entreprises, a eu lieu à Maurice en 2006.

L'on a fourni aux participants une formation de base dans les techniques pour la collaboration en ligne et ils ont commencé l'élaboration de matériel pédagogique électronique, un processus qui continue lorsqu'ils rentrent chez eux.

En 2007 le COL a tenu trois autres ateliers de ce type : pour la formation continue des enseignants à Singapour, pour les compétences de vie à Trinidad et Tobago, et pour la gestion des désastres à Samoa. En 2008 nous venons de faire un atelier aux Seychelles consacré aux industries de la pêche et il y en aura un autre sur l'industrie de la construction aux Bahamas à l'automne.

En plus du matériel pédagogique, ces ateliers créent des sous-produits intéressants. Puisque les participants partagent leur formation en travail virtuel avec leurs collègues une fois rentrés chez eux, nous estimons que quelques 400 personnes ont acquis un entraînement assez poussé en informatique, ce qui est considérable relatif à la population des pays. Par ailleurs l'on assiste à la création d'un réseau riche de liens culturels entre les gens d'une même spécialisation qui habitent dans tous les coins du monde et qui ont en commun l'expérience de vivre dans des petits pays.

Tous ces contenus sont créés sous la forme la plus ouverte possible, parfois sur le WikiEducator du COL avec une licence Creative Commons. Par ailleurs, afin de maximiser l'utilisation du matériel, le Qualifications Authority de l'Afrique du Sud aide les pays à élaborer un cadre commun de qualifications qui sera bientôt disponible fin et créera la base d'un site web où les pays peuvent présenter leurs programmes avec des renseignements fiables sur leurs équivalences dans les autres petits pays.

Cette université virtuelle est un projet assez inédit. Le succès de l'initiative dépendra surtout de l'engagement des institutions tertiaires des pays participants. De toute évidence elle a déjà un impact positif et catalyse la création de la masse critique de compétence en TICs qui permettra à ces pays de participer pleinement à la société du savoir.

Conclusion

D'ailleurs cette phrase résume bien la mission du COL. Notre rôle n'est pas de financer des réalisations technologiques mais plutôt de créer, dans les pays en voie de développement, la capacité et les compétences nécessaires pour utiliser les technologies de l'apprentissage à bon escient.

Encore une fois je vous remercie du privilège de prononcer une conférence Augustin-Frigon. Le travail du Commonwealth of Learning est financé par les contribuables d'une quarantaine de pays du Commonwealth, y compris le Canada. J'espère que la description des activités d'une petite agence intergouvernementale située à l'autre bout de notre vaste pays a su vous intéresser et je vous remercie de votre attention.